*ELECTIONS LEGISLATIVES DES 5 ET 12 MARS 1967*

(3e CIRCONSCRIPTION)

# Rassemblement Européen de la Liberté



# PROFESSION DE FOI



CANDIDAT

## Marcel IZEMBART

*Conseiller Municipal*
*Ancien Capitaine au long cours*
*Agent immobilier*

SUPPLÉANT

## Robert CECCALDI

*Peintre en bâtiment*

Chères Concitoyennes,
Chers Concitoyens,

Je m'adresse à vous tous, Niçois d'origine, d'adoption, et Niçois rapatriés. Bien que peu de jours nous séparent du 5 mars, ils sont suffisants pour qu'après une explication des raisons de ma candidature, vous puissiez la comprendre et l'approuver.

Je suis arrivé en métropole en 1962, laissant en Algérie les biens que quatre générations de travailleurs avaient réussis à me transmettre. Sans doute mon amertume et la nécessité impérieuse de subvenir aux besoins de ma famille eussent dû m'amener à me consacrer exclusivement à mon métier et à me désintéresser du sort de mon pays.

Mais alors que les rapatriés se remettaient au travail avec les qualités de courage et de ténacité auxquelles tous nos compatriotes ont rendu hommage, j'estimai que la réintégration de tous, quelle que soit leur origine, enfants des républicains de 1848, Alsaciens de 1871, Espagnols ou Italiens ayant gagné leur nationalité sur les champs de bataille, devait se faire aussi par d'autres moyens. Cela explique ma présence au Conseil Municipal, à la demande de notre regretté Jean Médecin et avec la confiance de tous les rapatriés.

Riche expérience que de s'occuper de la gestion de notre belle ville. Désormais j'œuvrai pour tous. Sans doute fallut-il satisfaire les misères les plus pressantes : vieillards démunis, femmes dans le désespoir, fils sans travail. Mais les premiers soins apportés, je me rendis compte que toute la population de notre région souffrait. Ma fonction d'administrateur du bureau d'aide sociale me le fit constater.

Désireux de poursuivre ma tâche avec de plus grandes possibilités, je viens demander vos suffrages.

Pour les Niçois, mon élection aura un sens précis : elle concrétisera après quelques années de vie commune leur volonté de nous adopter et dissipera la crainte explicable qu'ils pouvaient avoir jusque là d'être représentés par quelqu'un à l'accent différent.

Pour les rapatriés, elle sera une manifestation d'unité décisive pour la réalisation de leurs légitimes demandes : l'amnistie et l'indemnisation. Nul plus qu'un Pied-Noir ne peut avoir à cœur d'y contribuer sachant l'appui de la majorité du pays.

## AMNISTIE

Je demande la réhabilitation des partisans de l'Algérie française, en premier lieu DEGUELDRE et BASTIEN-THIRRY, et des grands résistants que furent Jacques SOUSTELLE et Georges BIDAULT, la réparation morale de l'injuste rigueur témoignée à notre égard en Algérie, la libération des 85 derniers détenus, l'amnistie pour tous faits en relation avec la guerre d'Algérie, l'arrêt de toutes poursuites et l'octroi de la carte d'anciens combattants aux soldats s'étant battus outre-mer.

## INDEMNISATION

Doivent être éteintes les prétendues créances du gouvernement algérien envers les rapatriés, de même que les dettes contractées et non remboursées du fait de la perte de leurs biens. Les prêts consentis doivent être transformés, quitte à obliger l'Algérie à y participer, en parts à défalquer du montant total de l'indemnisation, gage d'expansion pour notre économie nationale, et dont les Alpes-Maritimes profiteraient. Priorité doit être reconnue aux rapatriés dans les H.L.M. mis par le gouvernement à la disposition des Nord-Africains dont la présence pèse sur le marché de l'emploi, le salaire des ouvriers français et le déficit de la Sécurité Sociale. Enfin une augmentation de l'aide aux vieillards, rapatriés ou non, et dont 2 millions et demi ont moins de 25 000 A.F. par mois, doit être réalisée.

Les sommes requises seront fournies par le budget de la force de frappe et de l'aide aux sous-développés.

## DEVELOPPEMENT DE NOTRE REGION

Notre effort vise à faire de Nice la capitale touristique française, ce qui suppose infrastructure et décentralisation, prémisses à un régionalisme administratif, économique et culturel :

— construction d'autoroutes ridiculement insuffisantes, faisant de notre région un axe et non un bouchon que les vacanciers évitent ;

— érection d'hôtels de grand et moyen standing, trop rares, par suite trop chers, et parce que non rentables, supprimés ;

— aide financière de l'Etat permettant une baisse générale des prix dans l'hôtellerie et la restauration pour gagner la compétition avec les pays étrangers ;

— protection des sites et reboisement des zones dénudées par suite de l'imprévoyance gouvernementale ;

— dépollution de la baie des Anges et construction de ports de plaisance dont l'accès doit être mis à la portée de tous ;

— extension des sports d'hiver permettant aux Alpes-Maritimes de rivaliser avec les plus grandes stations alpines.

Cette activité procurera de l'emploi à nos 6 000 chômeurs. Mais un tourisme moderne ne va pas sans une expansion économique compatible avec lui, d'où incitation pour l'installation d'industries propres : électronique, optique, recherche scientifique maritime, créant des débouchés pour nos étudiants et stimulant le secteur du bâtiment aujourd'hui en crise.

Notre région a le privilège de connaitre traditionnellement une agriculture spécialisée dans la production florale et maraîchère. Or, sous couvert de modernisme, les organismes technocratiques s'opposent à un morcellement ici synonyme de qualité, et que nous devons préserver par des mesures fiscales et une protection des prix.

Tandis que l'avenir est hypothéqué par les signes de la récession et par les atteintes aux libertés locales et professionnelles, je demande :

— aux commerçants trahis par Poujade de s'élever contre leur asphyxie par les grands magasins aux mains des banques ;

— aux professions libérales de défendre leurs libertés qui ne survivront pas à la nouvelle législature ;

— aux médecins de rejeter la collectivisation dont les malades feront les frais ;

— aux artisans dont on dévalorise la profession et qu'on ruine ;

— aux entrepreneurs dont on étouffe la liberté et la capacité d'investissement et de gestion ;

— aux cadres atteints par des compressions dans un pays prétendu en expansion ;

— aux techniciens, aux fonctionnaires en proie à la crainte de lendemains inquiétants.

Il ne faut plus que la politique soit réservée à des privilégiés mais que la France soit gérée par son peuple.

Vous n'avez pas été submergés par ma propagande, parce que je suis le candidat des pauvres, des volés, des mystifiés par le régime et non celui des nantis et des profiteurs. Je veux réaliser, comme dans mon équipe, mon suppléant est Niçois d'origine corse, ancien détenu politique et ouvrier, l'unité de tous les mécontents : travailleurs, rapatriés et autres.

Sur le plan international, je suis partisan d'une Fédération enropéenne seule capable de faire contrepoids aux volontés hégémoniques américaine et soviétique, et d'endiguer le déferlement démographique du Tiers-Monde. Cette unité dans le respect des traditions nationales doit réaliser l'égalité des Etats ainsi que le développement des régions aujourd'hui détruites par une centralisation dépassée, créer un parlement européen, un conseil des minorités, une armée européenne unifiée, une diplomatie unique, une monnaie européenne, l'unification de la recherche électronique, spatiale et scientifique. L'intérêt de notre peuple réside dans l'Europe.

J'attends de vous tous que vous manifestiez votre solidarité et votre confiance en m'accordant la lourde responsabilité de vous représenter au Parlement et de gérer la vie de la nation et de notre Côte d'Azur.

Ensemble et dans l'amitié nous ferons de grandes choses.

IMP. UNIVERSELLE - NICE